

## RDC/Double explosion à Bukavu : l'armée burundaise rejette les accusations du M23

Agence Anadolu, 28.02.2025 - Selon son porte-parole Gaspard Baratuza, aucun militaire burundais n'est déployé dans la ville congolaise de Bukavu / Bujumbura / L'armée burundaise a rejeté les accusations portées contre elle et le Mouvement rebelle congolais M23 après une double explosion meurtrière à Bukavu jeudi. Dans un message publié sur son compte X, le général de brigade Gaspard Baratuza, porte-parole de l'armée burundaise, a déclaré qu'aucun militaire burundais n'est déployé dans la ville de Bukavu.

« En guise d'éclaircissements contre des acteurs voulant exploiter la situation qui s'est passée à Bukavu, l'armée burundaise (FDNB) informe l'opinion qu'il n'y a aucun militaire burundais déployé dans la ville de Bukavu », a déclaré Gaspard Baratuza. « Dès après Bertrand Bisimwa, président du M23, « les premières investigations menées sur la scène du crime indiquent que les explosifs employés dans l'attentat terroriste sont ceux utilisés par l'Armée Burundaise dans ses opérations dans la région dans l'Est de la RDC », a-t-il déclaré sur son compte X. En septembre 2023, le Burundi a signé un accord de coopération militaire avec la RDC. C'est dans ce cadre qu'il a déployé environ 10 000 militaires dans l'Est de la RDC pour faire face au groupe armé M23. Jeudi, deux explosions ont secoué la ville de Bukavu, dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), lors d'un meeting organisé par le mouvement M23 sur la Place de l'Indépendance. Selon un compte initial relayé par des témoins, l'attaque aurait fait au moins 10 morts et une dizaine de blessés. Depuis que le M23 a pris le contrôle de la ville de Bukavu, chef-lieu de la province du Sud-Kivu, la situation reste tendue. Le Mouvement du 23 Mars (M23) a été créé en 2012 par des militaires dissidents de l'armée congolaise. Après une brève montée en puissance, il a été défait en 2013 par les Forces armées de la République démocratique du Congo (Fardc), appuyées par les Casques bleus de la Monusco. Cependant, le M23 a repris les armes en 2022, s'emparant de plusieurs localités dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Kinshasa accuse le Rwanda de soutenir activement le M23 pour accéder aux richesses minières de la région. Ces accusations sont étayées par des rapports d'agences onusiennes, qui pointent un appui militaire rwandais au mouvement rebelle. Le Rwanda réfute ces allégations, affirmant que le M23 est un mouvement congolais dirigé par des Congolais, bien que ses membres parlent le kinyarwanda, la langue rwandaise. Kigali rejette également les conclusions des rapports onusiens et rappelle avoir désarmé les rebelles du M23 qui s'étaient réfugiés sur son sol en 2012-2013, avant de remettre leur arsenal aux autorités congolaises. Pour le Rwanda, le M23 représente une menace pour sa sécurité intérieure. Kigali accuse la RDC de collaborer avec des groupes armés, notamment les miliciens Wazalendo et les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), considérés comme responsables du génocide rwandais. Ces alliances, selon Kigali, s'inscriraient dans une stratégie visant à renverser le gouvernement rwandais. Jean Bosco Nzosaba